

COMPTES 2021



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2021

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GIE ATOUT FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du GIE à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures,

telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et les comptes annuels adressés aux membres du GIE.

V. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas

d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du GIE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le GIE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre GIE.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une

anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du GIE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 25 mai 2022

KPMG S.A.

Erik
Boulois

Erik Boulois
Associé

Signature numérique
de Erik Boulois
Date : 2022.05.25
11:14:58 +02'00'

Le Commissaire aux Comptes

BILAN DE L'EXERCICE 2021 | En Euros

| ACTIF | Brut | Amort. ou Prov. | Net 2021 | Net 2020 | PASSIF | Net 2021 | Net 2020 |
|---|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | CAPITAUX PROPRES | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 4 199 630 | 3 648 258 | 551 373 | 422 856 | RÉSERVES | 5 952 296 | 5 952 296 |
| . Logiciels, marques et droits assimilés | 4 199 630 | 3 648 258 | 551 373 | 422 856 | REPORT A NOUVEAU | 3 414 553 | 3 160 629 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 950 153 | 2 219 652 | 730 501 | 862 684 | RÉSULTAT | 568 086 | 253 925 |
| . Installations générales et agencements | 845 903 | 509 393 | 336 511 | 340 052 | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | - | - |
| . Matériel de transport | 66 699 | 66 699 | - | 68 | TOTAL CAPITAUX PROPRES | 9 934 935 | 9 366 849 |
| . Matériel de bureau et informatique | 1 552 186 | 1 306 794 | 245 392 | 360 385 | PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES | | |
| . Mobilier de bureau | 483 993 | 336 767 | 147 226 | 160 808 | . Provisions pour risques | 3 765 333 | 3 880 466 |
| . Autres immobilisations corporelles | 1 372 | - | 1 372 | 1 372 | . Provisions pour charges | 962 813 | 994 010 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 303 059 | - | 303 059 | 450 278 | TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 4 728 146 | 4 874 477 |
| . Immobilisations en cours | 303 059 | - | 303 059 | 450 278 | DETTES AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 1 010 972 | - | 1 010 972 | 960 563 | EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES DIVERS | 3 953 | 4 646 |
| . Titres de participations | 1 | - | 1 | 1 | | 2 454 | - |
| . Prêts | - | - | - | - | AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR OPÉRATIONS | 493 085 | 105 057 |
| . Dépôts et cautionnements versés | 1 010 972 | - | 1 010 972 | 960 562 | DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS | 12 987 022 | 8 982 607 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ | 8 463 815 | 5 867 910 | 2 595 905 | 2 696 382 | DETTES FISCALES ET SOCIALES | 5 691 686 | 5 120 637 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | AUTRES DETTES | 201 676 | 326 309 |
| STOCKS | 68 850 | 38 352 | 30 498 | 49 495 | PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 11 548 946 | 10 898 721 |
| AVANCES & ACOMPTES VERSÉS SUR OPÉRATIONS | 71 572 | - | 71 572 | 58 734 | TOTAL DETTES | 30 928 821 | 25 437 977 |
| CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS | 9 106 345 | 279 258 | 8 827 087 | 8 954 396 | ÉCART DE CONVERSION PASSIF | 122 279 | 77 633 |
| AUTRES CRÉANCES | 2 788 688 | - | 2 788 688 | 3 694 792 | TOTAL PASSIF | 45 714 181 | 39 756 936 |
| DISPONIBILITÉS | - | - | - | - | | | |
| . Valeurs mobilières de placement | - | - | - | 1 500 000 | | | |
| . Disponibilités | 28 269 953 | - | 28 269 953 | 20 858 933 | | | |
| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 3 014 069 | - | 3 014 069 | 1 910 605 | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 43 319 478 | 317 610 | 43 001 868 | 37 026 955 | | | |
| ÉCART DE CONVERSION ACTIF | 116 408 | - | 116 408 | 33 599 | | | |
| TOTAL ACTIF | 51 899 701 | 6 185 520 | 45 714 181 | 39 756 936 | | | |

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021 | En Euros

| Rubriques | 2021 | 2020 | Variation en € | Variation en % |
|--|-------------------|-------------------|------------------|----------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| . Cotisations des adhérents | 1 794 278 | 2 016 384 | -222 106 | -11,0% |
| . Prestations de services | 23 453 604 | 17 392 510 | 6 061 094 | 34,8% |
| S/total A - Montant net du chiffre d'affaires | 25 247 881 | 19 408 894 | 5 838 988 | 30,1% |
| . Production stockée | -17 882 | -13 466 | -4 416 | 32,8% |
| . Production immobilisée | 0 | 26 721 | -26 721 | -100,0% |
| . Subvention du Ministère de tutelle MEAE [SCSP] | 23 314 284 | 28 968 331 | -5 654 047 | -19,5% |
| . Subventions spécifiques du Ministère de tutelle MEAE | 7 148 953 | 1 319 716 | 5 829 237 | 441,7% |
| . Subventions spécifiques MOM | 112 266 | 160 002 | -47 736 | -29,8% |
| . Autres subventions | 349 822 | 119 651 | 230 171 | 192,4% |
| . Reprise sur provisions & amortissements | 539 644 | 1 174 130 | -634 486 | -54,0% |
| . Transferts de charges | 14 459 | 105 647 | -91 187 | -86,3% |
| . Autres produits de gestion | 81 485 | 539 104 | -457 619 | -84,9% |
| S/total B - Autres produits | 31 543 030 | 32 399 834 | -856 804 | -2,6% |
| Total I - produits d'exploitation | 56 790 912 | 51 808 728 | 4 982 184 | 9,6% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| . Autres charges et charges externes | 38 212 892 | 28 724 936 | 9 487 956 | 33,0% |
| . Impôts, taxes et versements assimilés | 706 080 | 982 770 | -276 690 | -28,2% |
| . Salaires et appointements | 11 629 665 | 12 584 348 | -954 683 | -7,6% |
| . Charges sociales | 4 359 381 | 4 333 914 | 25 467 | 0,6% |
| . Dotations aux amortissements | 662 810 | 633 104 | 29 706 | 4,7% |
| . Dotations aux provisions | 111 638 | 3 539 065 | -3 427 427 | -96,8% |
| . Autres charges de gestion | 539 546 | 726 609 | -187 063 | -25,7% |
| Total II - charges d'exploitation | 56 222 013 | 51 524 746 | 4 697 266 | 9,1% |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 568 899 | 283 982 | 284 917 | 100,3% |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| . Autres intérêts et produits assimilés | 2 712 | 8 921 | -6 210 | -69,6% |
| . Différences positives de change | 64 415 | 0 | 64 415 | -44,0% |
| . Reprises sur provisions | 19 445 | 34 731 | -15 286 | -44,0% |
| Total III - Produits financiers | 86 571 | 43 652 | 42 919 | 98,3% |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | | |
| . Intérêts et charges assimilées | 10 142 | 9 269 | 873 | 9,4% |
| . Différences négatives de change | 12 841 | 12 995 | -155 | -1,2% |
| . Dotations aux provisions | 53 031 | 19 445 | 33 586 | 172,7% |
| Total IV - Charges financières | 76 013 | 41 709 | 34 305 | 82,2% |
| RÉSULTAT FINANCIER (III-IV) | 10 558 | 1 943 | 8 614 | 443,3% |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | |
| . Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 3 276 | 9 927 | -6 651 | -67,0% |
| . Produits de cession d'éléments d'actif | 0 | 3 660 | -3 660 | -100,0% |
| . Reprises sur provisions | 0 | 0 | 0 | |
| Total V - Produits exceptionnels | 3 276 | 13 587 | -10 311 | -75,9% |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | |
| . Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 7 608 | 34 865 | -27 257 | -78,2% |
| . Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 708 | 0 | 708 | |
| . Dotations except. aux amortissements & provisions | 6 332 | 10 723 | -4 391 | -41,0% |
| Total VI - Charges exceptionnelles | 14 648 | 45 588 | -30 940 | -67,9% |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | -11 371 | -32 001 | 20 630 | -64,5% |
| IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS | 0 | 0 | 0 | |
| TOTAL DES PRODUITS | 56 880 759 | 51 865 968 | 5 014 792 | 9,7% |
| TOTAL DES CHARGES | 56 312 674 | 51 612 043 | 4 700 631 | 9,1% |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 568 086 | 253 925 | 314 161 | 123,7% |

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021

Le bilan présente un total de 45 714 181 € et un résultat bénéficiaire de 568 086 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

Les notes et les tableaux ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

I. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Activités du GIE

1.1.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont enregistrés pour un montant de 56,8 M€ en 2021 contre 51,8 M€ en 2020, soit une augmentation de 9,6%.

Le chiffre d'affaires net s'élève à 25,2 M€ contre 19,4 M€ en 2020, soit une augmentation de 30,1%.

La subvention de fonctionnement subvention pour charge de service public versée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, est de 23,3 M€ en 2021 [après report sur l'exercice suivant d'une somme de 4 M€], contre 29 M€ en 2020.

Les subventions spécifiques atteignent 7,6 M€, dont 7,1 M€ au titre de la subvention au titre des recettes visas versée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, contre 1,6 M€ en 2020.

1.1.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont enregistrées pour un montant de 56,2 M€ en 2021 contre 51,5 M€ en 2020, soit une augmentation de 9,1%.

1.2 Informations concernant les structures

1.2.1 Les succursales

La succursale de Barcelone a cessé toute activité au 30 juin 2021.

1.2.2 Les participations

■ French Tourist Bureau PTY LTD

Les comptes sociaux du GIE intègrent en charge la subvention d'équilibre accordée à PTY LTD, filiale australienne portant le bureau de Sydney, pour un montant de 362 921 € au titre de l'exercice 2021.

1.3 Les effectifs

Les effectifs physiques présents au 31 décembre 2021 sont les suivants :

| Effectifs Physiques au 31/12/2021 | | |
|--|------------|------------|
| NATURE DES CONTRATS | 2021 | 2020 |
| Siège | | |
| Contrats à durée indéterminée de droit privé | 97 | 96 |
| Contrats d'expatrié du GIE | 8 | 8 |
| Contrats de détachement mis à disposition du réseau | 1 | 1 |
| Agents de l'État mis à disposition | 6 | 8 |
| Contrats à durée déterminée | 9 | 2 |
| Contrats en alternance | 7 | 11 |
| Convention région | 1 | 1 |
| Total des contrats siège | 129 | 127 |
| <i>Contrats de stage</i> | <i>2</i> | <i>1</i> |
| Bureaux de Représentation à l'étranger | | |
| Contrat à durée indéterminée de droit privé local | 129 | 130 |
| Contrats Air France et Autres | 2 | 3 |
| Contrats sur conventions avec les régions | 1 | 1 |
| Agents de l'État mis à disposition | 13 | 13 |
| Contrats à durée déterminée | 7 | 1 |
| Total des contrats à l'étranger | 152 | 148 |
| <i>Contrats de stage</i> | <i>2</i> | <i>3</i> |
| Total général des contrats salariés | 281 | 275 |
| dont contrats de mise à disposition ^[1] | 19 | 21 |
| Total des contrats de stage | 4 | 4 |
| <small>[1] Par la Direction Générale des Entreprises</small> | | |

[1] Personnel rémunéré par l'État

NB : Les salariés des expatriés et détachés du GIE, bien qu'actuellement rattachés au siège, figurent néanmoins dans les effectifs des bureaux en raison de leurs activités exclusivement locales

II. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du GIE Atout France sont établis conformément au règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 26 décembre 2016, en application des articles L.123-12 à L. 123-28 et R. 123-172 à R. 123-208 du code de commerce.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition [prix d'achat et frais accessoires] pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise et à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les logiciels informatiques pour un montant brut de 4,2 M€ sont enregistrés dans cette rubrique. Ils sont amortis linéairement sur une période comprise entre 3 et 5 ans et compte tenu de la durée estimée de leur cycle d'utilisation.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition [prix d'achat et frais accessoires] pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise et à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange. L'amortissement des immobilisations est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées et les modes d'amortissement pratiqués sont résumés ci-dessous :

| | |
|--|-------------------|
| Mobilier et matériel administratif | 5 ans |
| Agencements des constructions et installations | Entre 3 et 10 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Matériel roulant | 4 ans |

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

2.3 Immobilisations financières

2.3.1 Titres de participations

Le GIE détient 1 action d'une valeur de 1 AUD [équivalent de 0,72 €] de la société de droit australien « French Tourist bureau PTY LTD ». Le GIE détient 100% du capital de cette société.

2.3.2 Dépôts et cautionnements versés

Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie relatifs aux baux des différents bureaux de représentation et du siège du GIE.

2.4 Les stocks

Il s'agit d'un stock de brochures éditées par le GIE. Le montant brut des stocks au 31/12/2021 s'élève à 68 850 €. Pour tenir compte de l'obsolescence rapide de ces parutions, ce stock est déprécié conformément aux usages du secteur de l'édition, à savoir :

- Valorisation sur la base du prix de vente HT diminué d'un taux de marge de 50% ;
- Dépréciation de 25% sur les quatre années suivant celle de la parution ;
- La dépréciation au 31/12/2021 s'élève à 38 352 €.

2.5 Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours à la clôture de l'exercice concernent :

- Le développement d'une V1 de la plateforme et du module conjoncturel [Kynapse] pour un montant de 263 559 € ;
- Le lot restant [non achevé] du nouvel applicatif de classements, mis en service partiellement au 1^{er} juillet 2019. Les dépenses afférentes à ce lot s'élèvent à un montant de 39 500 €.

2.6 Report à nouveau et résultat de l'exercice

En application du contrat constitutif du GIE ATOUT FRANCE [Article 19] qui stipule que les membres du Groupement sont tenus solidairement des dettes de celui-ci, les sommes figurant en report à nouveau et en résultat de l'exercice ne sont pas disponibles pour les membres du GIE.



2.7 Traitement comptable des opérations en devises

Les devises étrangères sont valorisées chaque mois au taux moyen mensuel communiqué par la Banque de France.

L'écart résultant de l'application des taux mensuels sur les opérations en devises est porté selon leur nature en gains de change ou en pertes de change.

Les créances et les dettes en devises sont valorisées au taux de la Banque de France du 31 décembre de l'année. L'écart entre ce taux et le taux de valorisation est porté dans les comptes de régularisation : écart de conversion actif et écart de conversion passif.

Seul l'écart de conversion actif résiduel, après imputation de l'écart de conversion passif, fait l'objet d'une provision pour pertes de change. La provision est déterminée devise par devise, il existe en effet une position globale de change pour chaque devise, les créances et les dettes étant à échéance voisine. Cette provision est reprise dans le résultat d'exploitation l'année suivante.

Application du règlement ANC n° 2015-05

Les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont classés dans le résultat d'exploitation depuis le 1^{er} janvier 2017, conformément au règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Ce règlement distingue les gains et pertes de change sur les opérations commerciales des gains et pertes de change sur les opérations financières. De ce fait, ces écarts de change sur créances et dettes commerciales hors couverture sont comptabilisés dans les comptes d'exploitation [PCG art. 833-2/7].

2.8 Subventions d'investissement

Néant.



2.9 Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement ont représenté 30,9 M€ en 2021, soit 54.4% des produits du GIE.

2.9.1 Subventions du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères [MEAE]

La subvention annuelle de fonctionnement du GIE [subvention pour charge de service public] attribuée à Atout France en sa qualité d'opérateur de l'État par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères s'est élevée à 27,3 M€ au titre de l'exercice. Sur ce montant, une somme de 4 M€ a été reportée sur l'exercice suivant et comptabilisée dans la rubrique du bilan « produits constatés d'avance ».

2.9.2 Subventions spécifiques relatives aux produits visas affectés à Atout France

Dans le cadre du dispositif défini lors du Conseil interministériel du tourisme en 2018 et renouvelé pour l'exercice 2021 [actions dites « CIT » dans les comptes du GIE], une subvention complémentaire de 3,6 M€, attribuée par le MEAE, est venue compléter le report de la subvention non consommée au titre de l'exercice 2020 à hauteur de 9,1 M€. Sur le montant total annuel, soit 12,6 M€, le GIE a consommé un montant de 7,1 M€ au titre de l'exercice. La partie non consommée, soit 5,5 M€, a été reportée dans la rubrique du bilan « produits constatés d'avance ».

2.9.3 Autres subventions spécifiques

Ces subventions, assorties de conditions spécifiques quant à leur objet, sont inscrites en produits d'exploitation en fonction de l'état d'avancement des prestations auxquelles elles sont rattachées.

Représentant 462 K€, elles proviennent principalement du Ministère de l'Outre-Mer pour 112 K€ et de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires pour 314 K€.

La note infra 4.1.2 présente le détail des subventions d'exploitation, avec les montants nominaux, les montants non consommés et les montants inscrits en produits de l'exercice.

2.9.4 Autres mesures de soutien

Le GIE bénéficie de 19 agents au siège et dans les bureaux à l'étranger mis à disposition contre remboursement à l'État [Direction Générale des Entreprises]. En 2021, le remboursement qui aurait dû être de 2,2 M€ a été réduit à 0,7 M€ après prise en charge par l'Etat d'un montant de 1,5 M€.

2.10 Provisions pour risques et charges

2.10.1 Provisions pour risques

Les provisions pour risques sont relatives :

- A la constitution, en 2020, d'une provision pour le personnel mis à disposition [MAD] pour un montant de 2 600 000 € ;
- Au maintien et aux nouvelles provisions liées aux litiges prud'homaux ainsi qu'à un litige commercial pour un montant global de 1 015 863 € ;
- Aux provisions pour risque de non remboursement de TVA pour un montant global de 62 819 € dont 26 547 € sur le bureau de représentation à Amsterdam et 36 272 € sur le bureau de représentation de Milan ;
- À la provision pour risque liée à la taxe d'apprentissage et à la formation continue au titre des exercices 2017 et 2018 pour 33 620 € ;
- À un risque de change pour les dettes libellées en devises pour 53 031 €.



2.10.2 Provisions pour charges

Les provisions pour charges sont relatives :

- A la provision actualisée au 31/12/2021 des engagements de départ à la retraite du personnel du siège et du bureau de New York pour un montant global de 593 380 € [qui tient compte de l'ancienneté cumulée des salariés] ;
- A la provision actualisée au 31/12/2021 concernant l'attribution d'une gratification dans le cadre de l'obtention de la médaille d'honneur du travail pour un montant de 60 732 €.

Ces deux provisions sont évaluées selon la méthode prospective actualisée.

- Au maintien de la provision pour charges liée aux frais d'aménagement des nouveaux bureaux parisiens au sein de l'immeuble LE JOUR pour un montant estimé à 308 700 €. En effet, malgré la sortie de ressources certaines [frais restants à la charge du preneur conformément au bail signé le 14 janvier 2019], à ce jour et compte tenu du changement de propriétaire, le montant précis des travaux et frais accessoires n'est toujours pas connu et facturé au 31 décembre 2021.

III. NOTES SUR LE BILAN

3.1 ACTIF

3.1.1 Immobilisations, situation et mouvements de l'exercice

| | Immobilisations au 31/12/2020 | Augmentations | Diminutions | Immobilisations au 31/12/2021 |
|--------------------------------------|----------------------------------|------------------|----------------|----------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| . Immobilisations incorporelles | 3 242 979 | 495 160 | 5 525 | 3 732 614 |
| . Autres Immobilisations incorp. | 467 016 | | | 467 016 |
| Sous-total | 3 709 995 | 495 160 | 5 525 | 4 199 630 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| . Inst° générales & agencement | 975 950 | 66 390 | 196 438 | 845 903 |
| . Matériels de transport | 86 670 | | 19 971 | 66 699 |
| . Matériel de bureau et informatique | 1 539 720 | 73 628 | 61 162 | 1 552 186 |
| . Mobilier de bureau | 470 487 | 31 085 | 16 207 | 485 365 |
| . Immobilisations en cours | 450 278 | 303 059 | 450 278 | 303 059 |
| Sous-total | 3 523 105 | 474 162 | 744 055 | 3 253 212 |
| Immobilisations financières | | | | |
| . Participations | 1 | | | 1 |
| . Prêt au personnel | 0 | | | 0 |
| . Dépôt et cautionnements | 960 562 | 85 312 | 34 903 | 1 010 972 |
| Sous-total | 960 563 | 85 312 | 34 903 | 1 010 973 |
| TOTAL | 8 193 663 | 1 054 635 | 784 483 | 8 463 815 |

3.1.2 Amortissements, situation et mouvements de l'exercice

| | Amortissements au 31/12/2020 | Augmentations | Diminutions | Amortissements au 31/12/2021 |
|--------------------------------------|---------------------------------|----------------|----------------|---------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| .Immobilisations incorporelles | 2 820 123 | 365 963 | 4 845 | 3 181 241 |
| .Autres Immobilisations incorp. : | 467 016 | | | 467 016 |
| Sous-total | 3 287 139 | 365 963 | 4 845 | 3 648 257 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| .Inst° générales & agencements | 635 898 | 63 595 | 190 101 | 509 393 |
| .Matériels de transport | 86 602 | 68 | 19 971 | 66 699 |
| .Matériel de bureau & informatique | 1 179 335 | 188 512 | 61 054 | 1 306 794 |
| .Mobilier de bureau | 308 306 | 44 672 | 16 212 | 336 767 |
| Sous-total | 2 210 142 | 296 847 | 287 337 | 2 219 652 |
| TOTAL | 5 497 281 | 662 810 | 292 182 | 5 867 909 |

3.1.3 Clients et comptes rattachés

| CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS | 2021 | 2020 |
|---|------------------|------------------|
| Clients débiteurs | 7 905 314 | 8 082 653 |
| Clients douteux | 288 839 | 549 333 |
| Provisions dépréciation des comptes clients | [279 258] | [528 463] |
| Factures à établir | 912 192 | 850 873 |
| TOTAL | 8 827 087 | 8 954 395 |
| VENTILATION PAR ÉCHÉANCES DU POSTE «CLIENTS» NET | | |
| <i>Clients débiteurs</i> | 7 905 314 | 8 082 653 |
| <i>Clients créditeurs</i> | [168 921] | [194 882] |
| TOTAL CRÉANCE CLIENT NET | 7 736 393 | 7 887 770 |
| Factures à plus 90 jours | 1 596 241 | 1 966 864 |
| Factures à plus 60 jours | 279 275 | 492 562 |
| Factures à moins 60 jours | 1 611 517 | 1 680 364 |
| Factures non échues | 4 249 360 | 3 747 980 |
| TOTAL | 7 736 393 | 7 887 770 |

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.1.4 Autres créances

| NATURE DES CRÉANCES | 2021 | 2020 |
|---|------------------|------------------|
| Fournisseurs débiteurs et RRR à obtenir | 212 310 | 473 066 |
| Personnel et comptes rattachés | 92 851 | 128 882 |
| Organismes Sociaux | 31 166 | 42 795 |
| Subventions à recevoir | 135 958 | 198 466 |
| Créances fiscales | 2 146 400 | 2 668 793 |
| Associés - compte courant | 166 368 | 179 258 |
| Autres créances | 3 635 | 3 531 |
| TOTAL | 2 788 688 | 5 027 298 |

3.1.5 Charges constatées d'avance

| NATURE DES CHARGES | 2021 | 2020 |
|--|------------------|------------------|
| SIÈGE | 2 323 304 | 1 255 242 |
| > dont fonctionnement | 436 556 | 496 423,60 |
| > dont opérations promotion | 1 726 701 | 682 126,98 |
| > dont ingénierie et développement | 160 047 | 45 158,33 |
| > dont sous-direction Projets | | 15 200,51 |
| BUREAUX À L'ÉTRANGER | 690 795 | 671 696 |
| Sur fonctionnement | 276 318 | 269 203 |
| Sur opérations | 414 477 | 402 493 |
| TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 3 014 069 | 1 910 605 |

3.2 PASSIF**3.2.1 Réserves**

Le montant des réserves est inchangé par rapport à l'exercice précédent.

3.2.2 Report à nouveau

Le report à nouveau au 31/12/21 s'établit comme suit :

| | |
|---|----------------|
| - Report au 01/01/21 | 3 160 629 |
| - Imputation du résultat de l'exercice 2020 | <u>253 925</u> |
| Solde du report à nouveau au 31/12/21 | 3 414 553 |

3.2.3 Provisions inscrites au bilan

| PROVISIONS INSCRITES AU BILAN | AU 31/12/20 | AUGMENTATIONS | DIMINUTIONS | AU 31/12/21 |
|-------------------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Provisions pour risques | 3 880 467 | 105 556 | 220 689 | 3 765 333 |
| Provisions pour charges | 994 010 | 0 | 31 197 | 962 813 |
| TOTAL | 4 874 477 | 105 556 | 251 886 | 4 728 146 |
| DONT DOTATIONS ET REPRISES | | DOTATIONS | REPRISES | |
| D'exploitation | | 52 525 | 232 441 | |
| Financières | | 53 031 | 19 445 | |
| TOTAL | | 105 556 | 251 886 | |

3.2.4 Provisions pour dépréciation

| DÉPRÉCIATIONS INSCRITES AU BILAN | AU 31/12/20 | AUGMENTATIONS | DIMINUTIONS | AU 31/12/21 |
|----------------------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| Stocks | 37 237 | 38 352 | 37 237 | 38 352 |
| Créances clients | 528 463 | 20 761 | 269 966 | 279 258 |
| TOTAL | 565 700 | 59 113 | 307 203 | 317 610 |
| DONT DOTATIONS ET REPRISES | | DOTATIONS | REPRISES | |
| D'exploitation | | 59 113 | 307 203 | |
| TOTAL | | 59 113 | 307 203 | |

3.2.5 Dettes auprès des établissements de crédits

Il s'agit principalement d'agios bancaires au titre du quatrième trimestre 2021.

3.2.6 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

| FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS | 2021 | 2020 |
|--|-------------------|------------------|
| Dettes fournisseurs | 9 723 403 | 5 377 936 |
| Factures non parvenues | 3 263 619 | 3 604 670 |
| TOTAL | 12 987 022 | 8 982 606 |
| VENTILATION PAR ÉCHÉANCES DU POSTE "FOURNISSEURS" NET | | |
| <i>Fournisseurs créditeurs</i> | 9 723 403 | 5 377 936 |
| <i>Fournisseurs débiteurs</i> | 93 802 | 159 878 |
| TOTAL NET DU POSTE «FOURNISSEURS» NET | 9 629 600 | 5 218 058 |
| Factures à plus 60 jours | 399 124 | 657 765 |
| Factures à moins 60 jours | 3 272 615 | 838 559 |
| Factures non échues | 5 957 861 | 3 721 734 |
| TOTAL | 9 629 600 | 5 218 058 |

3.2.7 Dettes fiscales et sociales

| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 2021 | 2020 |
|---|------------------|------------------|
| DETTES AU TITRES DU PERSONNEL DONT : | 4 983 042 | 4 560 412 |
| - Provisions pour congés payés | 878 680 | 897 053 |
| - Provisions pour RTT | 1 289 330 | 1 191 346 |
| - Provisions pour retraite | 1 339 743 | 1 060 303 |
| - Charges de sécu & autres organismes | 1 378 117 | 1 290 047 |
| - Autres dettes de personnel | 97 172 | 121 663 |
| État - Avances sur subventions | 12 071 | 0 |
| Impôts sur salaires à l'étranger | 75 290 | 82 609 |
| État - Impôts sur les bénéfices | 0 | 0 |
| TVA collectée à décaisser | 278 074 | 191 351 |
| TVA sur CA à régulariser | 117 594 | 142 286 |
| Autres impôts | 225 614 | 143 980 |
| TOTAL | 5 691 686 | 5 120 637 |

3.2.8 Produits constatés d'avance

| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 2021 | 2020 |
|--|-------------------|-------------------|
| SIÈGE | 10 708 223 | 10 071 810 |
| Dont Promotion | 1 136 800 | 588 488 |
| Plan de relance du tourisme et GDF | 5 500 642 | 9 402 973 |
| Dont Ingénierie | 27 957 | 33 855 |
| Dont fonctionnement | 4 042 834 | 46 494 |
| BUREAUX À L'ÉTRANGER | 840 723 | 826 912 |
| TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 11 548 946 | 10 898 721 |

3.2.9 États des échéances des créances et des dettes

| NATURE DES DETTES ET CRÉANCES | 2021 | 2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| CRÉANCES [MONTANTS BRUTS] | | |
| Prêts au personnel | 0 | 0 |
| Dépôts et cautionnements versés | 1 010 972 | 960 562 |
| Clients et comptes rattachés | 9 106 345 | 9 482 858 |
| Fournisseurs débiteurs et RRR à obtenir | 212 310 | 473 066 |
| Personnel et comptes rattachés | 124 017 | 167 637 |
| Subventions à recevoir | 135 958 | 198 466 |
| Fiscales | 2 146 400 | 2 668 793 |
| Associés - compte courant | 166 368 | 179 258 |
| Autres créances | 3 635 | 3 531 |
| Charges constatées d'avance | 3 014 069 | 1 910 605 |
| TOTAL | 15 920 074 | 16 044 777 |
| DETTES [MONTANTS BRUTS] | | |
| Dettes auprès des Ets de crédit | 3 953 | 4 646 |
| Emprunts et dettes financières divers | 2 454 | 0 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 12 987 022 | 9 006 247 |
| Personnel et comptes rattachés | 2 900 474 | 2 597 939 |
| Sociales | 2 082 569 | 1 958 532 |
| Fiscales | 708 643 | 560 226 |
| Autres dettes | 201 676 | 326 309 |
| Produits constatés d'avance | 11 548 946 | 10 898 721 |
| TOTAL | 30 435 737 | 25 352 620 |

Toutes les dettes et créances de ce tableau sont à moins d'un an excepté :

- La créance de CICE 2014 et 2018[Créances Fiscales] : 284 K€ à plus d'un an
- Les dépôts et cautionnements versés : 1 011 K€ à plus d'un an

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 NOTES SUR LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION

4.1.1 Nature des prestations facturées

| | 2021 | 2020 | Écart en € | Écart en% |
|--|-------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Cotisations des membres du GIE | 1 794 278 | 2 016 384 | -222 106 | -11,02% |
| S/TOTAL COTISATIONS GIE | 1 794 278 | 2 016 384 | -222 106 | -11,02% |
| Contributions aux clusters | 25 000 | 52 476 | -27 476 | -52,36% |
| Salons | 2 738 915 | 1 990 285 | 748 630 | 37,61% |
| Campagnes | 15 178 679 | 7 493 149 | 7 685 530 | 102,57% |
| Éditions | 265 432 | 277 235 | -11 803 | -4,26% |
| Conventions | 1 918 369 | 4 447 877 | -2 529 508 | -56,87% |
| Evènements presse | 960 963 | 1 018 213 | -57 250 | -5,62% |
| Diffusion | 0 | 2 022 | -2 022 | -100,00% |
| Prestations succursales | 0 | 92 407 | -92 407 | -100,00% |
| Refacturations diverses de promotion | 226 950 | 252 979 | -26 029 | -10,29% |
| S/TOTAL PROMOTION | 21 314 308 | 15 626 642 | 5 687 665 | 36,40% |
| Prestations d'ingénierie* | 673 963 | 971 708 | -297 745 | -30,64% |
| Journées techniques | 207 792 | 182 626 | 25 166 | 13,78% |
| Ventes de publications & données | 1 069 223 | 463 243 | 605 980 | 130,81% |
| S/TOTAL INGÉNIERIE-FORMATION | 1 950 978 | 1 617 577 | 333 401 | 20,61% |
| Registres et classement | 188 318 | 148 292 | 40 026 | 26,99% |
| S/TOTAL REGISTRES ET CLASSEMENT | 188 318 | 148 292 | 40 026 | 26,99% |
| TOTAUX | 25 247 882 | 19 408 894 | 5 838 986 | 30,08% |

*Prestations facturées

4.1.2 Détail des subventions d'exploitation

| ORIGINES | OBJETS | MONTANTS CONVENTIONNELS | SUBVENTIONS NON CONSOMMÉS | SUBVENTIONS EN PRODUITS DE L'EXERCICE |
|---|-----------------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------------------------------|
| MEAE | Subvention de fonctionnement [1] | 27 314 284 | 4 000 000 | 23 314 284 |
| MEAE | Subventions à caractère Coll. [1] | 12 659 595 | 5 510 642 | 7 148 953 |
| TOTAL SUBVENTIONS MINISTÈRE DE TUTELLE | | 39 973 879 | 9 510 642 | 30 463 237 |
| Min. Outre-mer | Subventions spécifiques [2] | 206 266 | 94 000 | 112 266 |
| Autres Financeurs | Subventions spécifiques [2] | 349 822 | | 349 822 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 40 529 966 | 9 604 642 | 30 925 324 |

[1] Hors champ de TVA & [2] champ de TVA

4.2 NOTES SUR LE RÉSULTAT FINANCIER

| NATURE DES PRODUITS ET DES CHARGES | 2021 | 2020 |
|--|---------------|---------------|
| Produits de gestion de la trésorerie | 2 712 | 8 921 |
| Produits nets de change sur financiers* | 64 415 | 0 |
| Reprises de provisions financières | 19 445 | 34 731 |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS | 86 571 | 43 652 |
| Intérêts débiteurs des comptes bancaires et des fournisseurs | 9 755 | 9 186 |
| Dettes intérêts fournisseurs | 387 | 83 |
| Charges nettes de change | 12 841 | 12 995 |
| Dotations financières aux amortissements & provisions | 53 031 | 19 445 |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES | 76 013 | 41 709 |
| RÉSULTAT FINANCIER | 10 558 | 1 943 |

*Depuis le 1er janvier 2017, les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont désormais classés dans le résultat d'exploitation conformément au règlement ANC 2015-05 « instruments financiers à terme et couverture ».

4.3 NOTES SUR LE RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

| NATURE DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS | 2021 |
|---|----------------|
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS | 3 276 |
| - Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 3 276 |
| - Cession d'actifs | 0 |
| - Reprises sur provisions | 0 |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES | 14 648 |
| - Dont pénalités de retard charges sociales et autre | 7 608 |
| - Dont valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 708 |
| - Dont amortissements exceptionnels sur matériel déclassé | 6 332 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | -11 371 |

4.4 MONTANT DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes exercée par les commissaires aux comptes, les frais d'honoraires sont de 75 900 € HT.

V. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1 ENGAGEMENTS AU TITRE DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER

| | 2021 | CUMULAU 31/12/2021 | REDEVANCES RESTANT À PAYER | | | |
|---|---------------|-----------------------|----------------------------|---------------|-----------|---------------|
| | | | JUSQU'À 1 AN | DE 1 À 5 ANS | >DE 5 ANS | TOTAL |
| Total Matériel de transport | 11 587 | 44 624 | 6 922 | - | - | 6 922 |
| Total Matériel de bureau & Informatique | 4 435 | 7 216 | 1 833 | - | - | 1 833 |
| SOUS TOTAL SIÈGE | 16 022 | 51 841 | 8 755 | - | - | 8 755 |
| Total Matériel de transport | 29 619 | 117 657 | 25 081 | 10 498 | - | 35 579 |
| Total Matériel de bureau & Informatique | 36 069 | 123 837 | 24 167 | 20 208 | - | 44 375 |
| SOUS TOTAL ÉTRANGER | 65 688 | 241 494 | 49 248 | 30 706 | - | 79 954 |
| TOTAL GENERAL GIE | 81 711 | 293 335 | 58 003 | 30 706 | - | 88 709 |

5.2 ENGAGEMENTS AU TITRE DES BAUX IMMOBILIERS

| BAUX | DEVISE | TAUX EURO | LOYERS RESTANT À PAYER | | | |
|---|--------|---------------|------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| | | 31/12/2021 | JUSQU'À 1 AN | DE 1 À 5 ANS | À + DE 5 ANS | TOTAL |
| <i>Bail New-York - 150 East 52nd Street NY City</i> | USD | | 459 396,44 | 459 396,44 | | 918 792,88 |
| BAIL NEW-YORK - 150 EAST 52ND STREET NY CITY | € | 1,1326 | 405 612,25 | 405 612,25 | | 811 224,51 |
| <i>Bail Londres - 7th Floor Lincoln House</i> | GBP | | 176 932,46 | 117 954,97 | - | 294 887,43 |
| BAIL LONDRES - 7TH FLOOR LINCOLN HOUSE | € | 0,840 | 210 558,68 | 140 372,45 | - | 350 931,14 |
| <i>Bail Londres - 8th Floor Lincoln House</i> | GBP | | 35 729,13 | 23 819,42 | - | 59 548,55 |
| BAIL LONDRES - 8TH FLOOR LINCOLN HOUSE | € | 0,840 | 42 519,49 | 28 346,33 | - | 70 865,82 |
| <i>Bail Montréal - Trust Macgill College</i> | CAD | | 82 400,04 | 27 466,68 | - | 109 866,72 |
| BAIL MONTRÉAL - TRUST MACGILL COLLEGE | € | 1,4393 | 57 250,08 | 19 083,36 | - | 76 333,44 |
| BAIL FRANCFORT - ZEPPELINALLEE 37 | € | | 57 795,72 | 86 693,58 | - | 144 489,30 |
| BAIL MADRID - CALLE SERRANO N°40 | € | | 36 000,00 | - | - | 36 000,00 |
| BAIL BRUXELLES - 222 RUE LOUISE | € | | 55 074,05 | 143 280,58 | - | 198 354,63 |
| BAIL MILAN- VIA AURELIO SAFFI 21 | € | | 59 049,08 | 290 324,64 | - | 349 373,72 |
| BAIL PARIS - IMMEUBLE LE JOUR | € | | 1 393 890,34 | 8 934 638,29 | 2 756 916,33 | 13 085 444,96 |
| TOTAL GÉNÉRAL [EUROS] | € | | 2 317 749,70 | 10 048 351,50 | 2 756 916,33 | 15 123 017,53 |

VI – AUTRES INFORMATIONS

6.1 CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ EMPLOI [CICE]

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le GIE Atout France bénéficie d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'Emploi [CICE] à raison des rémunérations versées au cours de l'année civile si celles-ci n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC. Son taux a été de 6% au titre des rémunérations versées en 2014, 2015 et 2016 puis de 7% en 2017 et de 6% en 2018. Au 31 décembre 2021, le montant total du CICE à recevoir s'élève à 283 792 € et correspond aux exercices 2014 et 2018. Les CICE de 2015, 2016 et 2017 ont été remboursés sur 2021.

Le dispositif du CICE a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2019 et a été remplacé par une baisse permanente des charges sociales employeurs.

6.2 FAITS SIGNIFICATIFS

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

6.3 INFORMATION SUR LES ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

6.3.1. COVID-19 Impact sur les comptes du GIE

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement majeur qui a perduré au cours de l'exercice 2021.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, le GIE constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité : annulations d'opérations majeures [ex : salon Destination Montagnes tenu en digital, annulation du salon Rendez-vous en France 2021, report salon Destination Vignobles à 2022, annulation de l'ITB 2021, etc....

6.3.2. Incidences du conflit en Ukraine sur l'activité du GIE et particulièrement sur la situation du bureau de représentation en Russie

Le conflit en Ukraine survenu le 24 février 2022 constitue un événement postérieur au 31 décembre 2021 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2021, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

En raison de la nature de son activité et de ses implantations géographiques, Atout France a suspendu l'activité sur le marché russe et sur le marché ukrainien de son bureau de représentation de Moscou



RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2021

1. MODALITÉS D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le GIE est administré par une Directrice Générale, nommée par arrêté du Ministre chargé du tourisme sur proposition du Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration du GIE ATOUT FRANCE exerce le contrôle permanent de la gestion du groupement par la Direction Générale.

2. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

L'exercice 2021 se caractérise par un résultat positif, pour la septième année consécutive, qui s'élève 568 086 €.

En raison de la pandémie et de ses effets sur le tourisme, un très grand nombre d'opérations ont été affectées, notamment :

- Report, comme en 2020, de « Rendez-vous en France », l'un des principaux salons organisés par le GIE ;
- Annulation ou report de salons internationaux ;
- Annulation ou report des missions internationales, accueils de professionnels et influenceurs en France ;
- Report de certaines campagnes promotionnelles.

Toutefois, depuis 2020, le GIE s'est adapté au nouveau contexte de son activité et à la crise traversée par le secteur du tourisme, selon deux orientations :

- 1 ■ Accompagner ses partenaires dans le contexte de la crise, autour de deux axes :
 - Observer / informer pour anticiper ;
 - Accompagner les filières, les territoires et les acteurs du tourisme pour adapter l'offre aux nouvelles attentes.
- 2 ■ Accompagner la reprise dans le contexte de la crise :
Au total, les charges d'intervention du GIE représentent 31,21 M€ contre 20,98 M€ en 2020 et 42,68 M€ en 2019, en raison des effets de la pandémie décrits ci-dessus.

Le résultat d'exploitation est positif à 568 K€.

I. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS

Les activités d'Atout France comprennent essentiellement la promotion d'une part, l'ingénierie, les actions relatives à la qualité et la professionnalisation et l'observation d'autre part.

Au cours de l'année 2021, l'activité de promotion d'Atout France a été structurée autour de quatre axes :

- 1 ■ Stimuler le marché domestique et soutenir les territoires les plus impactés, notamment avec la campagne #JeRedécouvreLaFrance sur la période printemps-hiver, avec plus de 130 partenaires, et comprenant une dizaine de campagnes de conversion représentant 9 M€ de chiffre d'affaires, une campagne TV avec France Montagnes, un partenariat avec BFM TV, des activations spécifiques œnotourisme, villes, Outre-mer et montagne. Au total, on compte 12 millions de vidéos vues, 53 millions de contacts TV et 36 accueils d'influenceurs s'adressant à 2,5 millions d'abonnés ;
- 2 ■ Accompagner la reprise de l'activité événementielle en France avec la campagne #MonEvénementEnFrance, en partenariat média avec Les Echos, Challenges et BFM TV. Au total, on compte 775 000 vidéos vues, 13 millions d'impressions et 9,5 millions de contacts TV ;
- 3 ■ Reconquérir les marchés européens à travers une mobilisation inédite, avec une campagne paneuropéenne #Explore France prolongée par 115 campagnes régionales de notoriété et de conversion, concernant 10 marchés d'intervention directe et associant 13 entités de promotion régionales et 33 partenaires privés, pour un budget total de 10 M€ dont 50% apportés par Atout France. Au total, on compte 1,2 million de visites des sites France.fr et partenaires, 83 millions de vidéos vues, 1,3 milliard d'impressions ;
- 4 ■ Saisir toute les opportunités sur les marchés lointains, en rassurant, informant, réaffirmant les fondamentaux et ciblant prioritairement les clientèles à haute contribution et les repeaters, avec des démarches par marché telles que le salon IMEX America ou le pavillon France à l'expo 2020 Dubaï, et en maintenant le lien

avec les acteurs de la distribution internationale et les médias. Ainsi, 60 workshops professionnels en ligne, 127 formations, 60 webinaires presse en ligne et 224 voyages de presse ont été organisés.

Dans le domaine de l'ingénierie, de la qualité, de la professionnalisation et de l'observation, les développements de 2021 se sont concentrés sur cinq axes :

- 1 ■ Appuyer les démarches de développement touristique via les contrats cadre et les contrats destination, pour lesquels on compte 9 régions signataires et 3 en cours de signature ;
- 2 ■ Stimuler l'investissement à travers le programme France Tourisme Ingénierie qui porte désormais sur 90 projets répartis dans 14 régions de métropole et d'Outre-mer ;
- 3 ■ Participer à l'amélioration de la qualité et de la compétitivité de l'offre touristique en mettant l'accent sur le développement durable : consultation citoyenne, rénovation des stations, valorisation des sites patrimoniaux, projets d'investissements structurants, enrichissement du tableau de bord des investissements avec des indicateurs de développement durable, renforcement des exigences de développement durable dans les nouveaux classements des hébergements ;
- 4 ■ Soutenir l'innovation et le digital, avec le challenge annuel innovation, le cahier des tendances en partenariat avec le Welcome City Lab, l'appui au développement des expérimentations ;
- 5 ■ Développer le projet de Data Hub, avec le choix de la plateforme technologique Cleyrop et la réalisation des premiers proof of concepts [hôtellerie de plein air, City Trends, données bancaires].

II. ÉVÉNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement majeur qui a perduré au cours de l'exercice 2021.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, le GIE constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité.

Par ailleurs, le conflit en Ukraine survenu le 24 février 2022 constitue un événement postérieur au 31 décembre 2021

qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2021, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

En raison de la nature de son activité et de ses implantations géographiques, Atout France a suspendu l'activité sur le marché russe et sur le marché ukrainien de son bureau de représentation de Moscou.

III. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Aucune dépense n'a été engagée à ce titre.

IV. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION DU GIE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans un contexte de reprise de l'activité touristique, sans pour autant atteindre globalement le niveau antérieur à la crise sanitaire, l'activité du GIE en 2022 est entièrement tournée vers le soutien à la relance et l'accompagnement de l'adaptation de l'offre touristique notamment à travers la mise en œuvre du plan Destination France lancé par le gouvernement en novembre 2021.

En 2022, au titre de ce plan, Atout France dispose de moyens importants -7,8 M€ de crédits destinés à la promotion, 6 M€ destinés à l'ingénierie, 0,7 M€ destinés au projet de Data Hub et 1,25 M€ destinés au soutien à l'innovation - auxquels s'ajoute la création de 40 postes sur la durée du plan Destination France pour accompagner la mise en œuvre du plan.

Au total, Atout France prévoit des opérations représentant 59 M€ de charges opérationnelles.

V. FILIALES ET PARTICIPATIONS

French Tourist Bureau PTY LTD

Cette société de droit australien, dont le capital est de 1 dollar australien [1 AUD = 0,72 €], est détenue à 100% par le GIE. Elle a été créée pour répondre aux exigences fiscales et sociales locales, notamment en matière de GST [équivalent local de la Taxe à la Valeur Ajoutée].

Au titre du présent exercice, le GIE a accordé à cette filiale une subvention d'équilibre de 362 k€, en légère augmentation par rapport à 2020 [327 k€].

VI. EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice 2021 est excédentaire de 568 086 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 568 899 €.

Les produits d'exploitation ont atteint 56,79 M€ en 2021 :

| PRODUITS D'EXPLOITATION - EN K€ | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| SUBVENTION POUR CHARGE SERVICE PUBLIC | 23 314 | 28 968 | 31 968 | 31 972 |
| C.I.T. [VISAS] | 7 138 | 1 265 | 4 507 | 4 059 |
| Gastronomie | 0 | 50 | 44 | 425 |
| AUTRES SUBVENTIONS ET PRODUITS | 1 091* | 2 174 | 1 173 | 1 480 |
| TOTAL PRODUITS HORS PARTENARIAT | 31 543 | 32 457 | 37 692 | 37 936 |
| Partenariat hors C.I.T. | 15 724** | 17 917 | 30 734 | 30 349 |
| PARTENARIAT C.I.T. | 9 523 | 1 492 | 9 005 | 8 088 |
| PARTENARIAT GASTRONOMIE | 0 | 0 | 0 | 12 |
| TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES | 25 247 | 19 409 | 39 739 | 38 449 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 56 790 | 51 866 | 77 431 | 76 385 |

* dont 472 k€ autres subventions

619 k€ autres produits [-17 k€ production stockée, 81 k€ produits gestion courante, 539 k€ reprise sur provisions et amortissements, 14 k€ transfert de charges]

**dont 1 794 k€ cotisations des adhérents et 188 k€ immatriculation et classement.

Le GIE a bénéficié d'une subvention pour charge de service public [SCSP] de 27,31 M€, en baisse de 1,65 M€ par rapport à la subvention versée en 2020. Ce montant a fait l'objet d'un report de 4 M€ sur l'exercice 2022, à travers un produit constaté d'avance, le montant de la subvention inscrit en produit d'exploitation étant de 23,31 M€.

Comme les années précédentes, Atout France a bénéficié de produits des recettes visas. En 2021, le montant disponible a été de 12 639 594 € se décomposant ainsi :

- 9 063 974 € report de l'exercice 2020 ;
- 1 375 620 € produits de l'exercice 2021 ;
- 2 200 000 € produits exceptionnels de l'exercice 2021.

Le montant consommé est de 7 138 953 €, le GIE ayant fait le choix de consommer en priorité ses fonds opérationnels pour mener ses actions, ce qui conduit à un report sur l'exercice 2022 de 5 500 641 €.

A ces subventions s'ajoutent d'autres subventions spécifiques, consommées à hauteur de 472 k€ :

- 112 k€ provenant du ministère de l'Outre-mer ;
- 314 k€ provenant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires [ANCT] ;
- 35 k€ provenant du FEDER ;
- 10 k€ provenant du MEAE [innovation].

Le volume global des subventions représente ainsi 30,92 M€, montant équivalent à celui de 2020, en raison du report sur 2022 d'une fraction de la subvention pour charge de service public [4 M€] et des produits des recettes visas [5,50 M€].

Comme les années précédentes, 99% de ces subventions ont été versées par le MEAE.

Hors budget, Atout France a bénéficié, comme en 2020, d'une atténuation de charge de 1 500 k€ appliquée par le ministère de l'économie, des finances et de la relance [DGE] lors du remboursement par Atout France de la masse salariale des 13 agents de l'État mis à sa disposition à l'étranger.

Le chiffre d'affaires, qui représente 25,24 M€ en 2021, connaît une forte progression de 30% par rapport à 2020 [à 19,40 M€], année qui avait connu une baisse de 51%, par rapport à 2019 [à 39,73 M€].

Dans un contexte difficile, le fléchissement de 10% des cotisations, à 1 794 k€, témoigne du maintien de la confiance et de l'adhésion des membres du GIE. Atout France comptait au 31/12/2021, 1 098 adhérents contre 1 177 en 2020 et 1.268 fin 2019.

La décomposition du chiffre d'affaires par nature des prestations facturées, outre l'augmentation de 6,2 M€ du total, fait apparaître une évolution des prestations facturées par rapport à 2020 :

| PRODUITS | 2021 | 2020 |
|--|-------------------|-------------------|
| Cotisations des membres du GIE | 1 794 278 | 2 016 384 |
| S/TOTAL COTISATIONS GIE | 1 794 278 | 2 016 384 |
| Contributions aux pôles | 25 000 | 52 476 |
| Salons | 2 738 915 | 1 990 285 |
| Campagnes | 15 178 679 | 7 493 149 |
| Éditions | 265 432 | 277 235 |
| Conventions | 1 918 369 | 4 447 877 |
| Evènements presse | 960 963 | 1 018 213 |
| Diffusion | 0 | 2 022 |
| Prestations succursales | 0 | 92 407 |
| Refacturations diverses de promotion | 226 950 | 252 979 |
| S/TOTAL PROMOTION | 21 314 308 | 15 626 642 |
| Prestations d'ingénierie* | 673 963 | 971 708 |
| Journées techniques | 207 792 | 182 626 |
| Ventes de publications & données | 1 069 223 | 463 243 |
| S/TOTAL INGÉNIERIE-FORMATION | 1 950 978 | 1 617 577 |
| Immatriculation et classement | 188 318 | 148 292 |
| S/TOTAL IMMATRICULATION ET CLASSEMENT | 188 318 | 148 292 |
| TOTAUX | 25 247 881 | 19 408 894 |

*Prestations facturées

Ces évolutions des prestations facturées sont essentiellement au nombre de trois :

- Un doublement des campagnes de communication, qui atteignent 15,17 M€ ;
- Une division par deux des actions liées aux conventions [événements et congrès] qui représentent 1,91 M€ ;
- Un doublement des actions liées aux données, liées principalement au lancement du projet de Data Hub.

Compte tenu du choix du GIE de mobiliser en 2021, comme en 2020, essentiellement des fonds opérationnels Atout France, le dispositif « CIT » dans les comptes du GIE ne représente pas la majorité des produits générés par les actions : les partenaires qui ont été sollicités pour bénéficier de l'apport du GIE correspondant à l'attribution des 7,13 M€ de la recette visas ont mobilisé 9,52 M€ de leurs fonds, soit 1,32 € apporté pour 1 € financé sur fonds visas.

Ce dispositif est venu compléter les actions menées « hors CIT », qui ont permis au total, ingénierie comprise, de générer 15,72 M€ de produits de partenariat, soit 14 M€ hors cotisations adhérents et recettes de classements.

Les comptes 2021 font apparaître la poursuite de la maîtrise de l'exploitation et des coûts de structure, favorisée par le maintien d'une activité affectée par la crise sanitaire.

En particulier, la masse salariale s'est élevée à 17,48 M€ contre 20,17 M€ en 2020, avec le gel d'un nombre important de postes pendant tout ou partie de l'année pour s'adapter à l'évolution de l'activité. Cette évolution constatée en 2021 s'inscrit dans un mouvement à plus long terme, avec la suppression en net de 30 postes de 2018 à 2021, et une masse salariale qui est passée de 22,2 M€ à 19 M€ [hors atténuation de charge liée aux agents mis à disposition à l'étranger].

Les autres charges de fonctionnement ont, elles aussi, continué à être réduites, pour atteindre 5,81 M€ contre 6,27 M€ en 2020 et 9,90 M€ en 2019. C'est directement lié à l'impact de la crise sanitaire sur le volume et l'organisation de l'activité du GIE, dont le télétravail, avec des charges de logistique qui sont ainsi passées de 3,26 M€ en 2019 à 2,1 M€ en 2021. C'est aussi le résultat d'une politique immobilière volontariste, avec le déménagement du siège et de la plupart des bureaux à l'étranger qui a permis, sur la période 2018 à 2021 de réduire les charges de locaux de 1,9 M€.

Les amortissements [0,66 M€] sont restés stables en 2021, à l'inverse des dotations aux provisions réduites à 0,11 M€ après 3,5 M€ de dotations en 2020, principalement liées à la constitution d'une provision de 2,6 M€ pour financer les mesures liées à l'avenir du réseau à l'étranger.

Le résultat financier est à l'équilibre [+10 K€].

Le résultat exceptionnel est légèrement déficitaire, à -11 K€.

VII. BILAN

Le total du bilan est de 45,71 M€ en hausse de 6 M€ par rapport à l'exercice 2020.

À l'actif

L'actif circulant augmente dans les mêmes proportions, passant de 37,02 M€ net à 43 M€. Cette évolution est principalement due à l'augmentation significative des disponibilités, liée au versement par l'Etat de subventions [subvention pour charge de service public et subvention CIT] qui seront pour partie mobilisées en 2022.

Au passif

Les capitaux propres du GIE s'élèvent à 9,93 M€, contre 9,36 M€ au 31 décembre de l'année précédente, avec l'inscription du résultat de l'exercice 2021 s'élevant à 568 k€. .

Les provisions pour risques et charges sont quasi stables, à 4,72 M€, après une forte augmentation de 2,39 M€ en 2020 € en raison de la provision de 2,60 M€ mise en place pour l'évolution du réseau.

Le total des dettes à court terme est en hausse de 5,5 M€ pour atteindre 30,92 M€, avec une augmentation de 4 M€ des dettes fournisseurs et de 0,7 M des produits constatés d'avance en raison du contexte pandémique qui a conduit à de nombreux reports.

Les postes du bilan actif et passif font l'objet de notes séparées dans l'annexe relative aux comptes.

Un tableau sur les bilans des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport.

VIII. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le résultat est excédentaire de 568 K€.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du fonds de roulement en nombre de jours de chiffre d'affaires.

- Le total des dettes augmente de 5,5 M€ en raison principalement de la hausse de l'encours fournisseurs à la clôture.
- L'actif circulant reste stable entre 2020 et 2021.
- Le besoin en fonds de roulement négatif [dégagement] augmente de 5,6 M€, ce qui correspond à une amélioration des excédents de ressources entre 2020 et 2021.
- Le fonds de roulement reste stable [+ 0,3 k€] en raison de l'augmentation du poste trésorerie [+6 M€] justifié par la hausse du BFR négatif.
- Le fonds de roulement exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires s'élève à 80 jours soit une diminution de 8 jours entre 2021 et 2020.

| ÉVOLUTION DU FOND DE ROULEMENT EN K€ | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| TOTAL DETTES | - 30 925 | - 25 437 | - 20 737 | - 20 410 | - 20 522 |
| Écarts de conversion passif | - 122 | - 77 | - 71 | - 68 | - 152 |
| Dettes comptes créditeurs banques | 6 | 5 | 6 | 9 | 9 |
| TOTAL PASSIF CIRCULANT [I] | - 31 045 | - 25 509 | - 20 802 | - 20 469 | - 20 666 |
| TOTAL CRÉANCES | 12 035 | 13 323 | 16 252 | 13 355 | 13 478 |
| Charges constatées d'avance | 3 014 | 1 911 | 1 907 | 2 377 | 2 197 |
| Écarts de conversion actif | 116 | 34 | 59 | 70 | 142 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT [II] | 15 166 | 15 267 | 18 217 | 15 802 | 15 817 |
| Besoin en fonds de roulement [III=I+II] | -15 879 | - 10 242 | - 2 585 | -4 667 | -4 849 |
| Trésorerie actif | 28 270 | 22 359 | 12 052 | 12 840 | 12 841 |
| Trésorerie négative | - 6 | - 5 | - 6 | - 9 | - 9 |
| TRÉSORERIE NETTE [IV] | 28 264 | 22 354 | 12 046 | 12 831 | 12 832 |
| FONDS DE ROULEMENT NET [=III + IV] | 12 385 | 12 112 | 9 461 | 8 163 | 7 983 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL ET SUBVENTIONS | 56 173 | 49 974 | 76 579 | 75 733 | 79 568 |
| Fond de Roulement exprimé en nombre de jours | 80 | 88 | 45 | 39 | 37 |

IX. PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les méthodes d'évaluation comptable en vigueur sur l'exercice 2021 restent inchangées, conformément à la règle de permanence des méthodes.

X. AFFECTATION DU RÉSULTAT

Conformément aux statuts d'Atout France, qui stipulent la responsabilité unique de l'État, les sommes figurant en report à nouveau et en résultat sont destinées à l'engagement d'opérations sur les exercices futurs.

Le Conseil propose d'imputer le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 au poste « report à nouveau ».

| POSTES DE CAPITAUX PROPRES | AVANT AFFECTATION | AFFECTATION | APRÈS AFFECTATION |
|----------------------------|-------------------|-------------|-------------------|
| RÉSERVES | 5 952 296 | | 5 952 296 |
| REPORT À NOUVEAU | 3 160 629 | 253 925 | 3 414 554 |
| RÉSULTAT | 253 925 | 568 086 | 568 086 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | 9 366 849 | | 9 934 935 |

XI. RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS

En application des statuts et du règlement intérieur du GIE qui stipulent la responsabilité unique de l'État, les sommes figurant en réserves, en report à nouveau et en résultat ne sont pas disponibles pour les membres mais restent destinées à l'engagement d'opérations sur les exercices à venir.

XII. DÉPENSES SOMPTUAIRES

Il n'a pas été constaté de dépenses somptuaires sur le présent exercice.

XIII. OBSERVATIONS DU CSE [COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE]

Le texte des éventuelles observations présentées par le CSE, en application des dispositions de l'article L.2323-8 du code du travail, sera transmis à l'Assemblée Générale des membres du GIE.

XIV. AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Il est de la compétence de la Directrice Générale de déposer tout cautionnement et de le retirer.

XV. INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS ET CLIENTS

| POSTE FOURNISSEURS | ÉCHÉANCES | | | |
|---|------------|--------------|--------------|-----------|
| | NON ÉCHUES | < À 60 JOURS | > À 60 JOURS | TOTAL |
| TOTAL DU POSTE FOURNISSEURS NET AU 31/12/21 | 5 957 861 | 3 272 615 | 399 124 | 9 629 600 |



Le total du poste fournisseurs net en fin d'exercice augmente de 4,4 M€, par rapport à celui à fin 2020, du fait des factures non échues [+ 2,2 M€] et des factures à moins de 60 jours [+ 2,4 M€] alors que le montant des factures à plus de 60 jours diminue de 0,25 M€.

| POSTE CLIENTS | ÉCHÉANCES | | | |
|---|------------|--------------|--------------|-----------|
| | NON ÉCHUES | < À 60 JOURS | > À 60 JOURS | TOTAL |
| TOTAL DU POSTE FOURNISSEURS NET AU 31/12/21 | 5 957 861 | 3 272 615 | 399 124 | 9 629 600 |

Le total du poste clients net en fin d'exercice est au même niveau que celui en fin d'année 2020.

XVI. ANNEXES

Annexe 1 | Situation de l'actif réalisable et disponible, et du passif exigible

Annexe 2 | Tableau des bilans du GIE des cinq derniers exercices

ANNEXE 1 |

SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE, ET DU PASSIF EXIGIBLE

| ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE | FIN 2021 | FIN 2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| Créances rattachées à des participations | - | - |
| Prêts | - | - |
| Autres immobilisations financières | - | - |
| Avances et acomptes versés sur opérations | 71 752 | 58 734 |
| Créances clients et comptes rattachés | 9 102 783 | 9 482 859 |
| Autres créances | 2 788 638 | 3 694 792 |
| Sous-total | 11 962 993 | 12 236 386 |
| Valeurs mobilières de placement | - | 1 500 000 |
| Disponibilités | 28 269 953 | 20 858 933 |
| TOTAL | 40 232 947 | 35 595 319 |

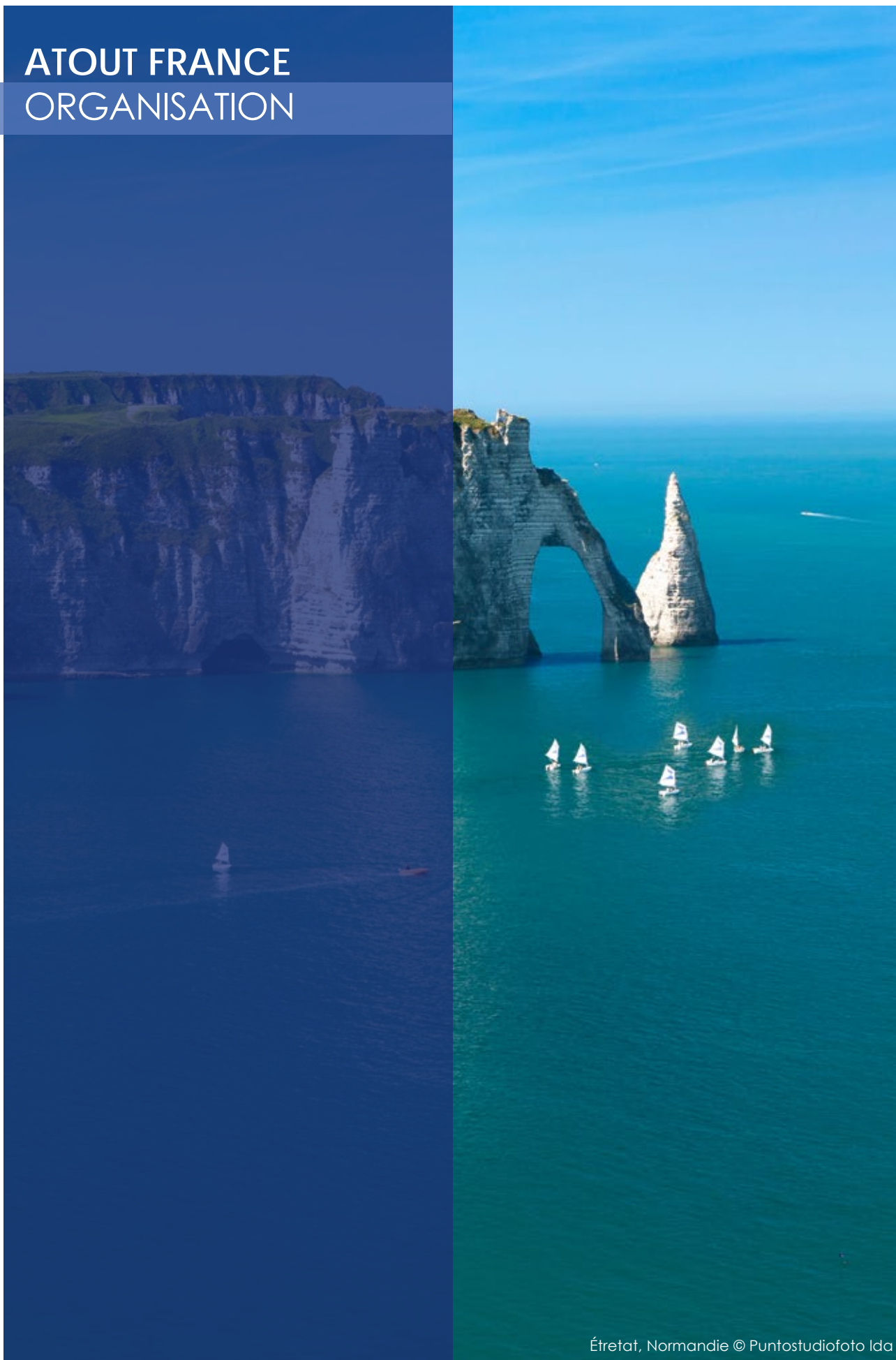
| PASSIF EXIGIBLE | FIN 2021 | FIN 2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dettes auprès des établissements de crédit | 3 953 | 4 646 |
| Emprunts et dettes financières divers | 2 454 | - |
| Avances et acomptes reçus sur opérations | 493 085 | 105 057 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 12 986 971 | 8 982 607 |
| Dettes fiscales et sociales | 5 691 686 | 5 120 637 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | - | - |
| Autres dettes | 198 114 | 326 309 |
| TOTAL | 19 376 263 | 14 539 256 |

ANNEXE 2 | TABLEAU DES BILANS DU GIE DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| ACTIF | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | 551 373 | 422 856 | 747 075 | 251 521 | 317 150 |
| Immobilisations corporelles | 730 501 | 862 686 | 850 297 | 766 870 | 717 662 |
| Immobilisations en cours | 303 059 | 450 278 | 258 766 | 607 822 | 0 |
| Immobilisations financières | 1 010 972 | 960 562 | 976 368 | 942 745 | 911 064 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ | 2 595 905 | 2 696 382 | 2 832 506 | 2 568 958 | 1 945 876 |
| Stocks | 30 498 | 49 495 | 53 982 | 50 414 | 65 492 |
| Avances & acomptes versés sur opérations | 71 572 | 58 734 | 113 257 | 195 277 | 170 036 |
| Clients et comptes rattachés | 8 827 087 | 8 954 396 | 10 357 882 | 8 633 899 | 8 382 104 |
| Autres créances | 2 788 688 | 3 694 792 | 5 027 298 | 3 876 752 | 4 434 351 |
| TOTAL CRÉANCES | 11 717 845 | 12 757 417 | 15 552 419 | 12 756 342 | 13 051 983 |
| Valeurs mobilières de placement | | 1 500 000 | 5 000 000 | 4 500 000 | 9 000 000 |
| Disponibilités | 28 269 953 | 20 858 933 | 7 051 851 | 8 339 705 | 3 840 515 |
| TOTAL DISPONIBILITÉS | 28 269 953 | 22 358 933 | 12 051 851 | 12 839 705 | 12 840 515 |
| Charges constatées d'avance | 3 014 069 | 1 910 605 | 1 906 538 | 2 377 179 | 2 197 132 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 43 001 868 | 37 026 955 | 29 510 808 | 27 973 226 | 28 089 630 |
| Écart de conversion actif | 116 408 | 33 599 | 58 965 | 69 613 | 142 208 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 45 714 181 | 39 756 936 | 32 402 279 | 30 611 797 | 30 177 714 |

| PASSIF | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Réserves | 5 952 296 | 5 952 296 | 5 952 296 | 5 952 296 | 5 952 296 |
| Report à nouveau | 3 414 553 | 3 160 629 | 2 406 851 | 1 748 764 | 1 031 716 |
| Résultat de l'exercice | 568 086 | 253 925 | 753 778 | 658 087 | 717 048 |
| Subvention d'investissement | - | - | - | - | - |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 9 934 935 | 9 366 850 | 9 112 925 | 8 359 147 | 7 701 060 |
| Provisions pour risques | 3 765 333 | 3 880 466 | 1 242 324 | 1 013 126 | 968 634 |
| Provisions pour charges | 962 813 | 994 010 | 1 238 990 | 761 553 | 833 195 |
| TOTAL PROVISIONS | 4 728 146 | 4 874 476 | 2 481 314 | 1 774 679 | 1 801 829 |
| Dettes auprès des établissements de crédit | 6 406 | 4 646 | 6287 | 9 030 | 8 591 |
| Avances et acomptes reçus s/opérations | 493 085 | 105 057 | 313 565 | 352 134 | 401 740 |
| Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | 12 987 022 | 8 982 607 | 9 556 689 | 10 731 799 | 11 056 415 |
| Dettes fiscales et sociales | 5 691 686 | 5 120 637 | 7 181 400 | 6 175 018 | 5 467 352 |
| Autres dettes | 201 676 | 326 309 | 294 658 | 251 283 | 1 165 562 |
| Produits constatés d'avance | 11 548 946 | 10 898 721 | 3 384 487 | 2 890 993 | 2 422 777 |
| TOTAL DETTES | 30 928 821 | 25 437 977 | 20 737 086 | 20 410 257 | 20 522 437 |
| Écart de conversion passif | 122 279 | 77 633 | 70 954 | 67 714 | 152 388 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 45 714 181 | 39 756 936 | 32 402 279 | 30 611 797 | 30 177 714 |

ATOOUT FRANCE ORGANISATION



Étretat, Normandie © Puntostudiofoto Ida

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GIE ATOUT FRANCE

AU 30 AVRIL 2022

Président du Conseil d'administration

- **Christian MANTEI**

Directrice générale

- **Caroline LÉBOUCHER**

Commissaire du gouvernement

- **Didier JEAN** [Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères]

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

→ Représentants de l'État

- **Nicolas DUPAS**
Représentant du Ministre chargé du Tourisme [ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance]
- **Gilles-Henry GARAULT**
Représentant du Ministre de l'Intérieur
- **Noël CORBIN**
Représentant du Ministre chargé de la Culture
- **Isabelle RICHARD**
Représentante du Ministre chargé des Outre-mer
- **Françoise SIMON**
Représentante du Ministre chargé de l'Agriculture
- **Agnès REINER**
Représentante du Ministre chargé de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire
- **Gilles QUENERVE**
Représentant du Ministre chargé des Sports

→ Personnalités qualifiées, personnes physiques ou dirigeants de personnes morales, nommées par le Ministre chargé du Tourisme

- **Christian MANTEI**
Senior advisor d'Atream
- **Maud BAILLY**
Directrice générale Europe du Sud du groupe Accor
- **François-Xavier BRUNET**
Trésorier de CCI France, président de la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées
- **Didier CHENET**
Président du GNI

■ Anne DESCAMPS

Directrice de la communication du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024

■ David LISNARD

Maire de Cannes, président de France Congrès et Evènements, président de l'Association des maires de France

■ Amélie LUMMAUX

Directrice du développement durable et des affaires publiques du groupe ADP

■ Maryline MARTIN

Présidente de Guédelon Chantier Médiéval

■ Jean-François RIAL

Président-directeur-général de Voyageurs du Monde, président de l'Office du tourisme et des congrès de Paris

■ Anne RIGAIL

Directrice générale d'Air France

■ Antoine TROESCH

Directeur de l'investissement de la Banque des Territoires

■ Valérie VESQUE-JEANCARD

Présidente de Vinci Railways, directrice déléguée de Vinci Airports

→ Représentants des Présidents des Conseils régionaux

Patrick AYACHE

■ Vice-président de la Région Bourgogne-Franche-Comté

■ Michel DURRIEU

Conseiller régional de la Région Nouvelle-Aquitaine

■ Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK

Conseillère régionale de la Région Normandie

■ Sheila RAMPATH

Vice-présidente de la Région Guadeloupe

→ Présidents de Destination Régions, Fédération Française des Organismes Régionaux de Tourisme, de Tourisme & Territoires et de Offices de Tourisme de France

■ Christian MOURISARD

Président d'ADN Tourisme

■ Marie-Reine FISCHER

Présidente déléguée d'ADN Tourisme

■ Stéphane VILLAIN

Président délégué d'ADN Tourisme

→ Présidente de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air [UNAT]

■ Michelle DEMESSINE

→ Président des Entreprises du voyage

■ Jean-Pierre MAS

→ Président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie

■ Roland HEGUY

→ Président de l'Association nationale des élus des territoires touristiques

■ Philippe SUEUR

→ Président de l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne

■ Jean-Luc BOCH

→ Représentants des adhérents, élus par chacun des quatre collèges de l'Assemblée générale

■ Denis ZANON

Directeur général de l'Office de tourisme métropolitain Nice Côte d'Azur

■ Nathalie GARCIA

Directrice, Office du tourisme de Peisey Vallandry

■ Emmanuel MOUNIER

Président de 4 roues sous 1 parapluie

■ Arnaud PIGNOL

Directeur général, Avignon Tourisme

ASSISTENT AVEC VOIX CONSULTATIVE

■ Philippe FAURE

Ancien président du conseil d'administration d'Atout France

■ Caroline LÉBOUCHER

Directrice générale d'Atout France

■ Marie-Hélène AMIEL

Contrôleuse générale, contrôle général économique et financier

■ Erik BOULOIS

Commissaire aux comptes, KPMG

■ Dominique MAULIN-DIABIRA

■ Philippe ROUX

Représentants du personnel du siège

ORGANISATION GÉNÉRALE DU GIE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Président de l'Assemblée générale
N.

Président du Conseil d'administration
Christian MANTEI

DIRECTRICE GÉNÉRALE

Caroline LÉBOUCHER

ATOUT FRANCE AU SIÈGE

Secrétariat général

Philippe KASPI

Direction
des Ressources
Humaines

Julie CHAMOURAT

Département
Ingénierie,
Développement
et Prospective

Philippe MAUD'HUI

Direction
du Marketing et
des Partenariats

N.

Mission
Communication et
relations publiques

Stéphanie CADET

BUREAUX À L'INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

- Brésil
- Canada
- États-Unis [New-York, Los Angeles]
- Mexique

Coordinateur de zone
Anne-Laure TUNCER [en poste à New York]

ASIE, OCÉANIE, P. & M. ORIENT, AFRIQUE

- Afrique du Sud
- Asean
- Australie
- Chine [Pékin, Shanghai, Hong-Kong]
- Corée du Sud
- Inde
- Israël
- Japon
- Émirats arabes Unis
- Singapour
- Taïwan

Coordinateur de zone
Frédéric MAZENQ [en poste à Tokyo]

EUROPE DU SUD

- Allemagne
- Autriche
- Espagne
- Italie
- République tchèque
- Suisse

Coordinateur de zone
Frédéric MEYER [en poste à Milan]

EUROPE DU NORD

- Belgique
- Royaume-Uni
- Pays-Bas
- Russie
- Danemark
- Norvège
- Suède

Coordinateur de zone
Vincent TOULOTTE [en poste à Bruxelles]

ATOUT FRANCE

VOS CONTACTS EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Avec 29 bureaux répartis dans 25 pays, Atout France, l'Agence de développement touristique de la France, dispose d'une expertise à la fois globale et locale du secteur.

Capable de prendre en compte les spécificités culturelles de chaque marché, notre réseau vous aide à définir et réaliser vos actions auprès du grand public comme des professionnels du tourisme et de la presse.

Président du Conseil d'administration
Christian Mantei

Directrice générale
Caroline Leboucher

SIÈGE

Atout France
200/216, rue Raymond Losserand
cs 60043 - 75680 Paris Cedex 14
Tel. : 00 [33] 1 42 96 70 00
www.france.fr | www.atout-france.fr

Pour toute question concernant l'adhésion à Atout France : adhérents@atout-france.fr



ÉQUIPE DE DIRECTION

Secrétariat général : Philippe Kaspi
Ingénierie, développement et prospective : Philippe Maud'hui
Marketing et partenariats : N.
Communication et relations publiques : Stéphanie Cadet
Ressources humaines : Julie Chamourat
Audit interne : Mathieu Vanicatte
Finances : Katya Seranusyan
Entreprises, innovation, professionnalisation : Bénédicte Mainbourg

LES DÉLÉGATIONS TERRITORIALES

ATOUT FRANCE DÉLÉGATION ANTILLES ET GUYANE

35, rue Léopold Héder
BP 7026
97 300 Cayenne Cedex
didier.bironneau@atout-france.fr

ATOUT FRANCE DÉLÉGATION MÉDITERRANÉE

World Trade Center
2, rue Henri Barbusse
Bureau 202 - 13 001 Marseille
emmanuel.duval@atout-france.fr

ATOUT FRANCE DÉLÉGATION MONTAGNE

ZAE « Les Fontanettes » - Bât. C
229, rue Joseph Fontanet
73 000 Chambéry
sylvain.charlot@atout-france.fr

ZONE AMÉRIQUES

Coordinatrice : **Anne-Laure TUNCER**

BRÉSIL

Pays d'intervention : Brésil, Argentine, Colombie, Chili

Directrice : **Caroline Putnoki**
caroline.putnoki@atout-france.fr
 Adjointe à la Directrice :
Izabele Pesinato
izabele.pesinato@atout-france.fr

Alameda Jaú, 1742 – 8^e andar, Sala 82
 CEP 01420-0904 - Sao Paulo -Brésil
 Tél. : 00 [55] 11 33 72 55 00

Direction commerciale d'Air France
 Av. 19 No. 100-45 Piso 14
 Bogota, Colombie
 Tél. : + 573 184 096 350

CANADA

Directrice : **Mélanie Paul-Hus**
melanie.paul-hus@atout-france.fr

1800 avenue McGill College
 Bureau 2910 - Montréal, Québec
 H3A 3J6
 Tél. : 00 [1] 514 288 20 26 [poste 225]

ÉTATS-UNIS

Directrice : **Anne-Laure Tuncer**

New-York

Directrice : **Anne-Laure Tuncer**
anne-laure.tuncer@atout-france.fr
 Adjointe à la Directrice : **Agnès Angrand**
agnes.angrand@atout-france.fr

150 East 52nd Street, 12th floor.
 New York, NY 10022
 Tél. : 00 [1] 212 838 78 00

Los Angeles

Responsable Promotion Loisirs :
Nathalie Poto
nathalie.poto@atout-france.fr

Consulat Général de France à
 Los Angeles
 10390 Santa Monica Bd, suite 410
 Los Angeles, CA 90025
 Tél. : 00 [1] 310 235 32 46

MEXIQUE

Directrice : **Mélanie Belin**
melanie.belin@atout-france.fr

La Fontaine 32
 Colonia Polanco 11560 Mexico DF
 Tél. : 00 [52] 55 91 71 98 12 / 97 67

ZONE ASIE / OCÉANIE / PROCHE et MOYEN-ORIENT / AFRIQUE

Coordinateur : **Frédéric Mazenq**

ASIE

MARCHÉS CHINE, HONG KONG, TAIWAN

Directrice : **Catherine Oden**
catherine.oden@atout-france.fr

Pékin

Directrice : **Catherine Oden**
catherine.oden@atout-france.fr
 Adjointe à la Directrice : **Florianne Coadic**
florianne.coadic@atout-france.fr

c/o Institut Français
 18 Gongtixilu Chaoyang 100020 Beijing –
 Chine
 Tél. : 00 [86] 135 0110 2760

Shanghai

Responsable veille et marchés émergents :
Gérard Dupin gerard.dupin@diplomatie.gouv.fr
 Consulat général de France Soho Zhongshan
 Plaza - Tower A 18F 1055 Zhongshan Xi Lu
 200051 Shanghai - Chine
 Tél. : 00 [86] 21 6010 6394

Hong Kong Macao

Responsable Tourisme : **Albert Truong**
albert.truong@atout-france.fr
 Consulat général de France
 25 F Tower II, Admiralty Center
 18 Harcourt Road, Central – Hong Kong
 Tél. : 00 [852] 3752 91 08

Taiwan

Responsable Tourisme : **Sophie Weng**
sophie.weng@atout-france.fr
 c/o Bureau français de Taipei
 Tour 101, Suite A 39F, N°7,
 Section 5 Xinyi Road –
 Taipei [110] – Taiwan
 Tél. : 00 [886] 2 3518 5130

JAPON

Pays d'intervention : Japon et Asie du sud-est [Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande]

Directeur : **Frédéric Mazenq**
frederic.mazenq@atout-france.fr

Adjoint au Directeur :
Jean-Christophe Harrang
jean-christophe.harrang@atout-france.fr

Responsable Asie du sud-est :
Mathilde Serre
mathilde.serre@atout-france.fr

Ambassade de France au Japon
 4-11-44, Minami Azabu, Minato-ku,
 Tokyo, 106-8514
 Tél. : 00 [81] 3 5798 6294

CORÉE DU SUD

Directrice : **Corinne Foulquier**
corinne.foulquier@atout-france.fr
 Adjointe à la Directrice : **Hye-Won Chung**
hye-won.chung@atout-france.fr

10F, 117 [Korean Air Bldg.]
 Seosomun-ro, Jung-Gu
 Séoul, 04515
 Tél. : 00 [82] 2 776 9142/3

INDE

Directrice : **Sheetal Munshaw**
sheetal.munshaw@atout-france.fr

1 Forbes, 4th floor 'A' Wing,
 1, Dr. V. B. Gandhi Marg, Fort
 Mumbai 400 001
 Tél. : 00 [91] 22 4055 6400

OCÉANIE

AUSTRALIE

Pays d'intervention : Australie, Nouvelle-Zélande
 Directeur : **Patrick Benhamou**
patrick.benhamou@atout-france.fr
 French Tourist Bureau
 25 Bligh Street - level 5 - Sidney NSW 2000
 Tél. : 00 [61] 2 92 31 62 77

MOYEN-ORIENT ET TURQUIE

ÉMIRATS ARABES UNIS

Pays d'intervention : Émirats arabes unis, Sultanat d'Oman, Arabie Saoudite, Qatar, Bahreïn, Koweït, Jordanie, Liban, Égypte, Turquie
 Directeur : **Karim Mekachera**
karim.mekachera@atout-france.fr

Al Habtoor Business Tower, 24th floor
 Dubai Marina
 P.O. Box 3314, U.A.E.
 Tél. : +971 [0] 440 84 4975

ISRAËL

Directeur : **Laurent Roumani**
laurent.roumani@atout-france.fr

Yair Rozenblum 36 / 12
 Kfar Saba 4464620 - Israël
 Tél. : 00 972 528 333 218

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Directrice : **Hélène Bezuidenhoudt**
helene.bezuidenhoudt@atout-france.fr

c/o Air France
 Block C, Morningside Close,
 222 Rivonia Road, Morningside 2196
 Johannesburg - Afrique du Sud
 Tél. : 00 [27] 83 200 4444

ZONE EUROPE DU NORD

Coordinateur : **Vincent Toulotte**

BELGIQUE

Pays d'intervention : Belgique, Luxembourg
Directeur : **Vincent Toulotte**
vincent.toulotte@atout-france.fr
Adjointe au Directeur : **Daniela Jorge-Rouault**
daniela.jorge@atout-france.fr
222 Avenue Louise –
1050 Bruxelles - Belgique
Tél. : 00 [32] 2 505 38 01

ROYAUME-UNI

Pays d'intervention : Royaume-Uni, Irlande
Directrice : **Gwénaëlle Delos**
gwenaelle.delos@atout-france.fr
Adjoint à la Directrice : **Stéphane Ballot**
stephane.ballot@atout-france.fr

Lincoln House - 300 High Holborn - London
WC1V 7JH – Royaume Uni
Tél. : 00 [44] 207 061 66 03

PAYS-BAS

Directrice : **Fabienne Javault**
fabienne.javault@atout-france.fr
Adjointe à la Directrice : **Sandrine Buffenoir**
sandrine.buffenoir@atout-france.fr

Hullenbergweg 278-308
1101 BV Amsterdam
Tél. : 00 [31] 20 53 53 010

SCANDINAVIE

Pays d'intervention : Danemark, Norvège, Suède, Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie et Islande
Directeur : **Benoit Chollet**

Danemark

Directeur : **Benoit Chollet**
benoit.chollet@atout-france.fr

Bredgade 23 B, 1, Sal
1260 Kobenhavn K,
Tél. : 00 [45] 33 43 33 21

Norvège

Responsable Promotion et Presse : **Sissel Dahl** sissel.dahl@atout-france.fr

Oscarsgate 27, 0352 Oslo, Norvège
Tél. : 00 [47] 995 04 224

Suède

Responsable Promotion et Presse : **Anna Lunden**
anna.lunden@atout-france.fr

United Spaces Waterfront Stockholm AB
Klarabergs Viadukten 63
11164 Stockholm
Tél. : 00 [46] 739 83 04 60

RUSSIE

Pays d'intervention : Russie, Ukraine, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie, Biélorussie
Directrice : **Elena de Beauchamp**
elena.de-beauchamp@atout-france.fr

7, ulitsa Koroviy val, bat 1 office 63
117049 Moscou / Mockba
Tél. : 00 7 499 238 29 28

ZONE EUROPE DU SUD

Coordinateur : **Frédéric Meyer**

ALLEMAGNE

Pays d'intervention : Allemagne, Pologne
Directrice p. i : **Karine Lober**
karine.lober@atout-france.fr
Adjointe à la Directrice : **Aurélia Berger**
aurelia.berger@atout-france.fr

Zeppelinallee 35/37 - D-60325
Francfort/Main - Allemagne
Tél. : 00 [49] 69 97 58 01 40

AUTRICHE & EUROPE CENTRALE

Pays d'intervention : Autriche, Hongrie, République tchèque, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Croatie, Serbie, Bosnie, Monténégro, Macédoine, Albanie, Kosovo
Directeur Régional : **Emmanuel Marcinkowski**

Autriche & Europe Centrale

Directeur : **Emmanuel Marcinkowski**
emmanuel.marcinkowski@atout-france.fr
Adjointe au Directeur : **Solenne Morel**
solenne.morel@atout-france.fr

Prinz-Eugen Strasse 72/2.3 - A-1040 Wien
Tél. : [43] 1 503 28 92

République Tchèque et Slovaquie

Responsable Promotion et presse : **Pavla Elsterová**
pavla.elsterova@atout-france.fr

Tél. : 00 [420] 773 577 344

ITALIE

Pays d'intervention : Italie, Grèce
Directeur : **Frédéric Meyer**
frederic.meyer@atout-france.fr
Adjoint au Directeur : **Alexandre Bezardin**
alexandre.bezardin@atout-france.fr

Via Aurelio Saffi, 21 – 20123 Milano
Tél. : 00 [39] 02 58 48 657

SUISSE

Directeur : **Frédéric Meyer**
frederic.meyer@atout-france.fr

Neumarkt 6 CH-8001 Zurich
Tél. : 00 [41] 44 217 46 06

ESPAGNE

Pays d'intervention : Espagne, Portugal
Directrice : **Dominique Maulin-Diabira**
dominique.maulin@atout-france.fr

Adjoint à la Directrice : **Maxime Morin**
maxime.morin@atout-france.fr

Oficina de representacion
C/Serrano, 19, 2a Planta Izquierda
28001 Madrid
Tél. +34 91 548 97 40



200/216 Rue Raymond Losserand
CS 60043 - 75680 Paris Cedex 14

Tél. : +33 [0]1 42 96 70 00

www.atout-france.fr | www.france.fr